

**Pour nos libertés,
Contre le gouvernement et contre l'extrême droite
Ripostons le 12 juin 2021
A 15h, place Jean Bart
DUNKERQUE**

Au prétexte de la lutte contre des mouvements sociaux, contre le terrorisme, contre la pandémie, le gouvernement mène une attaque sans précédent depuis des dizaines d'années contre nos libertés.

- Depuis plusieurs années nous vivons quasi en permanence sous état d'urgence antiterroriste ou/et sanitaire limitant drastiquement nos libertés individuelles et collectives. La fin de l'état d'urgence programmée à partir du 1er juin est en fait un faux semblant qui permet au gouvernement de prendre des mesures d'état d'urgence où il veut quand il veut, sans débat démocratique ;
- Quatre fichiers ont été créés, par décrets, pour organiser le fichage des militants syndicalistes, associatifs, politiques ;
- La loi Sécurité Globale, même retoquée par le conseil constitutionnel, restreint nos libertés d'expression et de manifestation et renforce les pouvoirs de la police ;
- La loi renforçant les principes de la Républiques (séparatisme) stigmatise les personnes de confession musulmane et attaque toutes les associations en renforçant leur contrôle par les préfets ;
- Une énième loi va encore faire reculer nos libertés au prétexte de la lutte antiterroriste alors que l'arsenal juridique est déjà considérable ;
- Sur le littoral, la politique gouvernementale de gestion des mouvements migratoires conduit à de multiples entorses aux règles de droit et porte atteinte à nos droits fondamentaux.

Dans ce contexte de très graves attaques contre les libertés, le gouvernement laisse quasi sans réaction l'extrême droite répandre son discours de haine.

- Des militaires tiennent des discours factieux sans que des poursuites judiciaires soient engagées ;
- Le gouvernement organise des polémiques sur l'islamo-gauchisme pour discréditer des universitaires. Elles servent de relais au discours raciste de l'extrême droite ;
- Le ministre de l'Intérieur attaque en justice une personnalité politique (Audrey Pulvar) qui s'indigne du glissement de la police vers l'extrême droite. Il veut faire un exemple pour museler la liberté d'expression ;
- Le gouvernement, avec une grande partie de la classe politique, s'associe aux manifestations de la police pour un ordre toujours plus sécuritaire

Ne laissons pas nos libertés être bafouées, détruites.

Dénonçons ce gouvernement qui fait le lit de l'extrême droite.

Toutes et tous ensemble pour nos libertés

Avec les premières organisations locales :

